

DÉPÊCHE DU 15/11/2018

Une centaine de praticiens à diplôme hors UE manifestent devant le ministère de la santé

Mots-clés : #établissements de santé #ministères #hôpital #international #ressources humaines #mouvement social #médecins #syndicats #Parlement #pharmaciens

PARIS, 15 novembre 2018 (APMnews) - Une centaine de praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) ont manifesté jeudi en début d'après-midi devant le ministère des solidarités et de la santé à l'appel du Syndicat national des Padhue (SNPADHUE) pour réclamer une solution pérenne à la situation de plusieurs milliers de professionnels "menacés d'exclusion" des hôpitaux français au 1er janvier 2019, a constaté APMnews.

Le mouvement a été maintenu alors qu'une proposition de loi, soutenue par le gouvernement, doit être examinée à l'Assemblée nationale mardi 4 décembre en séance publique pour prolonger de 2 ans, jusqu'au 31 décembre 2020, le dispositif transitoire autorisant les Padhue recrutés avant l'été 2010 à exercer (cf [dépêche du 08/11/2018 à 18:14](#) et [dépêche du 14/11/2018 à 15:52](#)).

"C'était prévisible mais ça nous maintient dans la même situation", "ça pérennise la précarité", a déploré Mohand Benoufella, membre du conseil d'administration du SNPADHUE, en rappelant que la ministre s'était pourtant déjà engagée il y a un an à trouver une solution pérenne. Pour lui, la proposition de loi, "faite dans la précipitation", traduit l'amateurisme du ministère sur la question.

De plus, cela ne concerne que les praticiens arrivés avant 2010 n'ayant pas réussi ou pu passer l'examen prévu jusqu'en 2017, soit environ 1.000 des 4.000 Padhue actuellement dans une situation précaire.



Parmi la centaine de Padhue (médecins, pharmaciens, sages-femmes et dentistes) venus manifester jeudi, la plupart exercent actuellement sur des statuts de faisant fonction d'interne (FFI) ou de praticiens attachés associés dans des établissements franciliens pour une majorité mais aussi par exemple au CH de Haute Côte-d'Or, au CH d'Agen et même au CH de Cayenne.

De nombreuses spécialités étaient représentées, par exemple l'orthopédie, l'ORL, la pédiatrie, la radiologie, la gériatrie, la cancérologie et la pharmacie.

Plusieurs Padhue arrivés après 2010 ont fait part à APMnews de leur lassitude par rapport aux concours. Ils ont souvent indiqué se sentir dans une impasse car ils ont épuisé leurs 3 possibilités de passer le concours et même s'ils ont obtenu de bonnes notes, ils n'ont pas été retenus en raison du très faible nombre de postes ouverts.

Parmi les slogans les plus répétés figuraient "halte à la précarité", "FFI, associés, des médecins au rabais", "Nous sommes des médecins, on n'est pas des vauriens", "Médecins pas chers, voilà la bonne affaire", "Padhue dans la rue, ta santé elle est foutue", "Agnès Buzyn, mon destin entre tes mains",

"sous la blouse, la colère".



Sur les pancartes, on pouvait aussi lire "soutenus par nos confrères, lâchés par le ministère", "médecins FFI: médecins floués, fatigués ignorés", "médecins en détresse", "j'aime mon médecin d'où qu'il vienne!", "stop à l'exploitation des médecins étrangers" ou "soyez irréalistes, demandez la fin des statuts précaires".

Un gériatre originaire de Madagascar a souligné l'inégalité entre les médecins à diplôme UE et les Padhue. Il a expliqué former des médecins roumains qui eux obtiennent en quelques mois l'autorisation d'exercer alors qu'il a l'impression "d'être un pique-assiette" sans plénitude d'exercice depuis plusieurs années.

Il a pointé le flou existant actuellement, tout en jugeant incompréhensible que des praticiens puissent exercer dans des établissements mais uniquement sur des statuts précaires. Il lui semblerait pertinent de laisser les établissements et les patients évaluer les Padhue qu'ils emploient.

Un chirurgien de Cayenne, ayant un diplôme algérien, a aussi observé qu'il avait opéré des milliers de patients, qu'il connaissait bien le système français, qu'il était respecté par ses pairs mais qu'il ne pouvait pas trouver de poste en métropole.

La plupart des praticiens interrogés par APMnews ont indiqué avoir désormais la nationalité française mais toujours pas la possibilité d'exercer leur spécialité sur un statut non précaire. Le SNPADHUE estime néanmoins qu'il ne faut pas mêler les deux questions et que l'exercice de ces médecins doit être reconnu indépendamment de leur nationalité.

Début des discussions prévu la semaine prochaine avec le ministère

Une délégation de manifestants a été reçue pendant une bonne heure par Mathias Albertone, sous-directeur des ressources humaines à la direction générale de l'offre de soins (DGOS).

"Il connaît bien la question, il s'est voulu d'emblée rassurant et nous a expliqué que le ministère avait une solution", a rapporté Samia Laoufi du SNPADHUE, à l'issue de la rencontre.

Il a été indiqué qu'une réunion serait organisée avec le SNPADHUE le vendredi 23 novembre pour discuter de cette solution pérenne en préparation, dans le cadre de la future loi santé.

cb/ab/APMnews

[CB6PI890X]

POLSAN - ETABLISSEMENTS

Aucune des informations contenues sur ce site internet ne peut être reproduite ou rediffusée sans le consentement écrit et préalable d'APM International. Les informations et données APM sont la propriété d'APM International.

©1989-2018 APM International -

<https://www.apmnews.com/depeche/134379/327911/une-centaine-de-praticiens-a-diplome-hors-ue-manifestent-dev>

Copyright Apmnews.com